

## VERBATIM

### CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 30 juillet 2025

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA et c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour notre conférence de presse hebdomadaire. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Au cours de la semaine écoulée, la MINUSCA a poursuivi la mise en œuvre des tâches prioritaires que lui a confiées le Conseil de sécurité des Nations Unies, en ligne avec les priorités du Gouvernement centrafricain. Les priorités actuelles de la Mission, telles qu'énoncées dans son mandat et rappelées lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité sur la situation en République centrafricaine, le 26 juin dernier, sont la protection des civils, le soutien au processus de paix qui se traduit notamment par des opérations de désarmement et de démobilisation, ainsi que l'appui à l'organisation des prochaines élections.

Commençons par ce dernier point. Depuis la mi-juillet, la MINUSCA appuie la publication des listes électorales provisoires en facilitant leur déploiement dans les zones difficiles d'accès, qu'il s'agisse de leur transport ou de la sécurisation des opérations, et en soutenant les efforts de sensibilisation et d'éducation civique de l'Autorité nationale des élections.

Entre le 21 et le 27 juillet, 31 activités ont été menées à travers le pays autour de la consultation des listes et des procédures de réclamation. Plus de 3 000 personnes y ont participé, dont 57 % de femmes. Citons par exemple la campagne organisée à Obo dans les églises, les quartiers et au marché hebdomadaire ou encore les sessions d'information tenues à Zémio ainsi que dans le quartier Gobolo de Bria.

Une fois la période d'affichage et de consultation des listes électorales achevée, la MINUSCA apportera un appui logistique à l'Autorité nationale des élections pour le rapatriement des superviseurs de l'ANE et des formulaires de réclamation depuis les préfectures vers Bangui.

Les opérations de désarmement et de démobilisation des combattants des groupes armés 3R et UPC se poursuivent à Maloum dans la Ouaka et à Kouï dans l'Ouham-Pendé. Menées par l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (UEPNDDRR), ces opérations bénéficient du soutien technique, logistique, sécuritaire et financier de la MINUSCA.

Il est important de rappeler qu'à la fois les opérations de désarmement et de démobilisation volontaire en cours et les prochaines élections locales sont des dispositions de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de 2019.

Direction Foh dans la préfecture de la Nana-Bambéré où la réouverture du pont Bendoue va améliorer la circulation sur l'axe stratégique Gallo-Abba. L'ouvrage, réhabilité par la MINUSCA, a été officiellement remis aux autorités locales le 24 juillet dernier.

En construisant ou réparant des ponts, des routes et des bacs, la MINUSCA permet à la Force de la Mission et aux Forces de défense et de sécurité nationales d'accéder plus rapidement aux populations civiles pour la protection quand de besoin mais sécurisé également la mobilité des populations pour leurs activités quotidiennes. La performance des mécanismes d'alerte de protection des civils est également renforcée et l'accès est facilité pour les humanitaires.

La dernière information de ce jour concerne la réunion du Conseil de sécurité consacrée hier aux opérations de paix des Nations Unies. Dans son intervention, le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a rappelé que les missions de maintien de la paix peuvent jouer un rôle clé pour instaurer la confiance, accroître les chances d'instaurer la paix, stabiliser une situation sécuritaire tendue, jouer un rôle dissuasif ou prévenir une escalade afin de créer les conditions propices à la mise en place d'un processus politique.

Il a cité l'exemple de la République centrafricaine où l'engagement de la MINUSCA a permis d'amener les groupes armés à la table des négociations, aboutissant à la signature de l'accord de 2019. Il a également souligné que la Mission continue aujourd'hui à soutenir la mise en œuvre de cet Accord, notamment à travers les opérations de désarmement et de démobilisation en cours.

Jean-Pierre Lacroix a ajouté que « *la capacité d'une mission de maintien de la paix à opérer au niveau local, en traduisant les accords de haut niveau en un dialogue accru, en des solutions locales et en une réduction immédiate de la violence, est déterminante pour l'instauration d'une paix durable* ».

Enfin, le Secrétaire général adjoint a « *exprimé sa gratitude à la grande majorité des États membres qui soutiennent les opérations de maintien de la paix* » à travers le monde.

### Questions des journalistes

#### Radio Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama)

- La toute première préoccupation du RJDH est de savoir qu'est-ce que nous pouvons savoir sur la visite de la Cheffe de la MINUSCA, qui est Valentine Rugwabiza en Chine ces derniers temps ?
- Et la deuxième question est axée sur la question sécuritaire. L'autre fois ici, la MINUSCA avait confirmé avoir déployé des éléments à Birao pour la sécurité de la population, tout en sachant qu'il est écrit en noir sur blanc dans votre mission, la sécurité de la population civile. Mais dans ces derniers temps, il y a des attaques et de surcroît perpétrés par les éléments étrangers venant du Soudan par exemple. C'était le samedi ou dimanche à 4h du matin, dans un petit village à 30 kilomètres de la ville de Birao. Qu'est-ce qu'on peut savoir là-dessus ? Et puis qu'est ce qui peut néanmoins concrétiser la présence de la Minusca dans cette zone ? Merci.

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup. Alors concernant la visite de la Représentante spéciale en Chine, comme il a été expliqué la semaine passée, donc la visite a eu lieu du 17 au 14 au 17 juillet il y a eu plusieurs rencontres de haut niveau avec les autorités politiques et sécuritaires du pays. Les discussions ont porté sur les récents développements dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA, en vue de bâtir une compréhension commune, avant le prochain vote, sur le renouvellement du mandat de la mission. Un vote, comme vous le savez, programmé au mois de novembre prochain. La chef de la MINUSCA a également visité une entreprise, leader mondial dans le secteur des énergies renouvelables, ainsi que l'Institut chinois de formation de forces, de police et de maintien de la paix, où elle a pu apprécier les capacités et l'état opérationnel des recrues, mais aussi l'engagement ferme des autorités chinoises pour des opérations de maintien de la paix plus efficiente.

Donc en fait, c'est le moment aussi de rappeler que la République populaire de Chine, un acteur majeur du financement des onze opérations de maintien de la paix de l'ONU en cours, dont la MINUSCA, avec une contribution à hauteur de 24 % du budget total. Donc voilà, cette visite rentrait dans ce cadre-là. Il y a également d'autres états membres qui vont visiter la mission aussi. Donc c'est un processus assez normal et habituel.

Concernant Birao, il s'agit d'une situation sécuritaire qui reste préoccupante, comme vous l'avez mentionné. Et donc, pour revenir sur ce que vous disiez, donc le 27 juillet, une attaque menée par des éléments armés soudanais présumés, contre le village de Am-Groumaye, à 28 kilomètres au nord-est de Birao, a fait quatre morts et plus de dix blessés. Ça, ce sont les détails que nous avons. Alors, en ce qui concerne la réaction de la mission, c'est qu'on a renforcé nos patrouilles dans la ville et sur les axes environnants pour prévenir toute escalade.

De manière général, par rapport à la situation dans la Vakaga, on l'a répété régulièrement depuis le début du mois de juillet, c'est sûr, c'est une approche sur deux volets. Il y a le volet sécuritaire que je viens d'expliquer, mais parallèlement aussi, il y a tout un travail au niveau du dialogue. Donc des dialogues ont été engagés avec les autorités locales et les leaders communautaires pour apaiser les tensions entre les communautés, malgré des défis opérationnels tels que la dégradation des routes. On est en saison des pluies, ou l'absence de couverture téléphonique dans certaines zones. En tout cas, le travail se poursuit afin vraiment de faire en sorte que la protection des civils soit au mieux. Donc, c'est un travail de longue haleine, mais en tout cas, nous sommes présents et nous sommes toujours engagés à ce niveau-là.

### Questions des journalistes

#### Radio Guira FM (Ines Laure Ngoppo)

- Concernant les fichiers électoraux, nous constatons que nous tendons déjà vers la fin de ce processus. Quelle sera la prochaine étape concernant ce processus, du côté de la MINUSCA ? Merci.

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci. La MINUSCA va s'employer au rapatriement des documents, comme je l'ai dit dans le propos liminaire, mais également des agents de l'ANE qui nous avions déployés dans les préfectures. Donc, on parle de plus ou moins 500 kilos de documents qui vont être rapatriés par nos soins. Ensuite, on va ramener à Bangui des formulaires de réclamations et autres. Une fois à Bangui, il y aura aussi le traitement des recours et des réclamations. Ça, c'est vraiment la responsabilité de l'ANE, de son côté, il y aura le traitement des données et la génération des listes définitives. Là également, il y aura un appui technique de la mission. Et puis enfin, il y aura la publication des listes électORALES définitives. Donc voilà, ça ce sont les prochaines étapes. Et donc, dans ces prochaines étapes, nous, on va appuyer la logistique du retour et on va appuyer au niveau technique pour le traitement des données en peu de mots. Je vous remercie.

### Questions des journalistes

#### Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)

- Ali Darass a signé un accord avec le gouvernement pour faire taire les armes, alors qu'à Bangassou, il y a des exactions qui sont attribuées aux éléments de l'UPC. Et j'aimerais savoir la MINUSCA, qui est un partenaire qui a rendu possible cet accord, que dit-elle par rapport à ces exactions de ces derniers temps ?
- Et ma deuxième question est de savoir le lundi passé je crois, dans la soirée, il y avait une manifestation devant le QG de la MINUSCA ici, J'aimerais justement savoir il s'agit de quoi exactement ?
- Et la dernière question est de savoir, les opposants continuent de remettre en cause le fonctionnement de l'ANE. Que dit la Minusca ? J'en ai fini.

### Réponses aux questions

#### Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Concernant ce que vous avez dit dans la première question, je n'ai pas de détail particulier là-dessus. Parce que ce qu'il faut dire à ce stade-ci, c'est surtout qu'il y a un élan pour la paix qui est en cours. Toutes les forces en présence font en sorte d'avancer dans ce processus. Nous, on est là en tant que facilitateur et on met à disposition, comme je l'ai dit dans mon propos liminaire, un appui multiforme. Je pense que ce qui est aussi important, c'est que, en tant que Centrafricain, vous savez comme nous que ce type de processus est un processus de longue envergure, de longue haleine et qu'il peut effectivement y avoir des hauts et des bas. Mais quoiqu'il en soit, il faut s'assurer que la dynamique puisse continuer.

La manifestation, je n'ai pas d'information là-dessus. Vous m'informez. Donc, peut-être qu'on pourra en parler après la conférence de presse pour me donner plus de détails, mais je n'ai pas d'information à ce niveau, si ça ne nous a pas été rapporté, en tout cas à mon niveau.

Concernant la question sur le fonctionnement de l'ANE, je pense qu'il s'agit vraiment d'une responsabilité au niveau de l'État centrafricain. Nous, on est là en appui, on est là en soutien. S'il y a des demandes dans un sens ou dans un autre, on y répondra. Mais je pense qu'il s'agit d'une question d'ordre national, à mon sens.

### **Questions des journalistes**

#### **Le Langage (Gabriel Rhoppo Mbrenga)**

- J'insiste sur la question de la collaboration de la MINUSCA avec l'ANE. L'ANE fait partie des partenaires privilégiés impliqués dans le processus électoral en Centrafrique. Est-ce qu'aujourd'hui, l'ANE pourrait-elle nous dire que cette fois-ci il n'y aura plus de glissement de calendrier ? Cette institution est caractérisée, selon certaines accusations, par l'incompétence pour pouvoir organiser les élections en temps réel, c'est pourquoi j'insiste sur cet aspect.
- Ensuite, pour le dialogue entre le gouvernement et la classe politique de l'opposition, ou est-ce que l'ANE en est avec la médiation pour que ce dialogue-là ait lieu avant la tenue des élections ? Merci.

### **Réponses aux questions**

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Je pense vraiment que l'ensemble des questions que vous venez de formuler, vous l'avez dit vous-même dans votre formulation, devrait s'adresser à l'ANE. Nous, on a un mandat que le Conseil de sécurité nous donne pour appuyer la préparation et la mise en œuvre des élections de manière la plus transparente possible, la plus apaisée. Et je pense que ce travail de la part de la MINUSCA est fait à tous les niveaux, que ce soit dans l'appui logistique dont je viens de parler, l'appui technique que j'ai mentionné également ici, mais également des bons offices, qui est un travail qu'on fait en toute discréction et qui s'adresse à l'ensemble des acteurs politiques.

Donc voilà, maintenant, vous avez des questions qui, je pense, je ne suis pas habilité à répondre, elles sont, dans votre formulation, adressées à l'ANE. Donc je vous invite vraiment à les contacter et à prendre peut-être le temps d'une discussion à bâtons rompus sur ces sur ces problématiques-là. Je vous remercie.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Lengo Songo (Carole Bissekoin)**

- Ma préoccupation porte sur la situation sécuritaire, plus précisément en ce qui concerne le DDDR. Tout à l'heure, dans votre développement, vous avez mis l'accent sur le processus de désarmement qui se poursuit sur le terrain, en nous donnant l'exemple de Maloum. Cependant, dans certaines zones, les ex-combattants ont été désarmés et ces derniers sont laissés à leur triste sort. Alors que dites la MINUSCA par rapport à leur situation ? Je vous remercie.

### **Réponses aux questions**

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Alors pour revenir peut-être sur les propos qui ont été tenus ici par Florence la semaine précédente, ce qu'il faut comprendre, c'est que quand on vient en appui, c'est une demande précise par rapport à des lieux précis. Les deux lieux qui ont été définis et demandés par le gouvernement sont Kouï et Maloum. Donc, pour l'instant, pour les autres lieux, on n'est pas en mesure de répondre à ces questions-là. Je pense qu'il faut aussi qu'on soit transparent par rapport à ça. Et là, de nouveau, dans mes propos liminaires, j'ai fait mention de l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement. Je pense que ce sont vraiment ces personnes-là auprès desquelles vous pourriez avoir ce genre de détails. En tout cas, nous on peut répondre pour Maloum et Kouï, mais pour le reste, on n'est pas en mesure de vous donner plus de détails. Je vous remercie.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Centrafricaine (Lucienne Berang)**

- Ma préoccupation ne concerne pas la conférence, mais c'est juste un souci parce que c'est dans vos différentes réponses, vous avez dit que certaines questions ne vous concernent concernent pas, ça concerne l'ANE ou bien le gouvernement. Mais pourquoi cette conférence n'est pas coanimée avec l'ANE et le gouvernement ? Parce qu'il y a certaines questions qui concernent le gouvernement et l'ANE. Par exemple le problème des élections, moi aussi, j'avais une préoccupation concernant les dates de la publication provisoire des listes électorales ainsi que la date définitive, parce que j'avais participé à une réunion du comité stratégique du processus électoral, je crois, à la fin du mois de juin, et le représentant de l'ANE et le gouvernement avaient indiqué que la publication provisoire devait être faite le 18 juillet dernier et la publication définitive, ça devait être le 28 juillet, mais rien n'a été fait. Donc c'est ça ma préoccupation. Normalement, cette conférence de presse devait être coanimée par le gouvernement et l'ANE.

### Réponses aux questions

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Merci madame. On les fait, les conférences de presse coanimées, conjointes, aux différentes étapes cruciales. Mais nous, on n'a pas l'initiative de les convoquer. Vous voyez, c'est un travail qu'on fait à la demande, qui est fait à la demande des autorités. On est toujours disposé à le faire. Là, en l'occurrence, ce n'est pas le cas. Peut-être qu'il y en aura dans les semaines suivantes, s'il y a des avancées qui vont dans ce sens-là. Donc voilà. C'est important de rappeler que nous, on a un travail d'appui. Un travail d'appui veut dire que c'est uniquement sur l'appui qu'on peut s'exprimer, si je puis me permettre, vous voyez ? Mais clairement on entend votre préoccupation par rapport à ça. Et je pense qu'on y a répondu en organisant par le passé des conférences de presse conjointe. Je pense qu'au mois de juin ou au mois de mai, on a organisé une avec l'ANE ici. Donc, ce n'est pas impossible.

Alors peut-être juste pour revenir sur le point que vous avez évoqué concernant l'agenda, le calendrier et tout ça, de nouveau, et là c'est une question qui relève vraiment des autorités centrafricaines et des organes compétents, et je suis désolé de devoir le répéter, mais c'est une réalité. Donc, nous, on n'intervient pas dans ces décisions. Nous, on est informés au même titre que vous êtes informés. Et puis après, sur base de ça, on vient, on apporte l'appui qui nous est demandé. Et donc là, à ce moment-là, on s'ajuste. Et, comme on a notre mandat, nous demandons de pouvoir soutenir, une fois que la sollicitation est faite, on embraye et on y va. Donc voilà, je pense que c'est la réponse la plus claire que je peux vous faire.

### Questions des journalistes

#### **A Kota Sango (Eusebe Nguevili)**

- J'ai deux petites préoccupations. La première est que le gouvernement, à travers un comité stratégique, avait décidé alors de coupler les élections, c'est à dire les élections locales et les élections générales. Alors, comment la MINUSCA apprécie cette décision du gouvernement, puisqu'on sait que l'ANE se confronte à des difficultés ? Et puis la MINUSCA est là pour jouer son rôle d'appui nécessaire au gouvernement, comment la MINUSCA apprécie cette décision ? Est-ce que ces élections couplées ne seront pas bâclées ?
- Et la deuxième préoccupation est celle-ci, l'ICASES procéderas d'ici quelques mois à la mise en œuvre du processus du recensement général. Alors quel est l'appui de la MINUSCA vis à vis de l'ICASES ? Merci.

### Réponses aux questions

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Merci. Pour la première question, je suis désolé de me répéter, mais là de nouveau, nous, on est informés de quelque chose que vous venez de parler. Une fois qu'on a été informé, on ajuste notre soutien en fonction de ça. En tout cas, quoi qu'il arrive et quoi qu'il en soit, nous restons pleinement engagés pour ces élections et s'assurer que ça respecte les standards internationaux de transparence et de crédibilité. Donc, en fonction de la manière dont le gouvernement souhaite organiser les choses, nous, on sera en soutien et en appui. Et le propos liminaire d'aujourd'hui allait dans ce sens-là. La question relative aux étapes suivantes, ça va toujours dans ce même sens.

A la question du recensement, je ne suis pas au courant, je me trompe peut-être, je vérifierai mais je ne pense pas que ça fasse partie de notre mandat. Il ne faut jamais oublier que nous agissons sur base d'un mandat qui est donné par le Conseil de sécurité. Ce qui veut dire qu'il se peut qu'il y ait des activités importantes pour l'État, la République centrafricaine, qui ne rentrent pas nécessairement dans nos tâches définies par le Conseil de sécurité. Donc, de prime abord, c'est ma réponse par rapport à ça, peut-être qu'il faudrait vérifier, mais j'ai un gros doute qu'on doive participer à ce à ce type de travail. Alors si dedans il y a besoin d'un soutien logistique ou quoi, ça sera de nouveau sur base des demandes formulées par le gouvernement en temps voulu et voir si ça peut s'apprécier dans ce sens-là.

## Questions des journalistes

### Radio Ndeke Luka (Hamid Tidiani)

- En ce qui concerne l'insécurité persistante dans la Vakaga. Nous savons que la Minusca a un mandat robuste de protéger la population civile. Mais cette insécurité persiste toujours dans cette préfecture de la RCA. Quelles sont les stratégies que vous allez mettre en place pour que la population puisse aspirer un peu à la paix ? Ça, c'est la première question.
- La deuxième question concerne le communiqué du BRDC. Je ne sais pas si les autres ont déjà abordé cette question. Je cite ce que le BRDC a dit dans ce communiqué, le RDC a dit qu'il insiste sur « la réponse de la MINUSCA par rapport à l'aveu sonore de son directeur chargé des élections, portant des jugements sur la transition », ça c'est d'un, et deuxièmement, « des propos insultants vis à vis des leaders de l'opposition démocratique ». C'est ce qui est écrit dans le communiqué. Alors, quelle est la position de la MINUSCA par rapport à ces propos ?
- Et maintenant pour chuter, à Sido dans l'Ouham Fafa, beaucoup d'éléments des 3R, se sont désarmés, et maintenant ils attendent seulement que le gouvernement puisse intervenir. Mais jusqu'à présent rien n'est fait. Qu'est-ce que la MINUSCA peut faire à ce niveau pour ne pas que ces éléments puissent regagner encore la brousse, afin qu'ils puissent encore commettre des exactions sur la paisible population ? Merci beaucoup.

## Réponses aux questions

### Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci pour vos questions. Première question, j'en ai parlé en termes de stratégie, elle est double d'une part sécuritaire, d'autre part sur base du dialogue, parce qu'on ne rétablit pas une cohésion sociale sans passer par le dialogue. Donc c'est une stratégie avec plusieurs axes. Comme je le disais, celui de la protection, celui de la prévention à la fois et donc d'un point de vue sécuritaire, mais aussi par le dialogue. Ce dialogue est un engagement avec les communautés. Donc, on est conscient que c'est un problème qui est de longue haleine, mais comme tout problème de longue haleine, il faut du temps pour le résorber. Et donc je pense, à travers les années que la MINUSCA a eues ici, on a essayé d'aborder les problèmes de cette façon-là dans certaines situations et je pense, dans l'ensemble, des résultats probants.

Pour le cas de la Vakaga, effectivement ça prend un peu plus de temps pour le moment, mais en tout cas, on voit des avancées sur le terrain quand même par rapport au dialogue avec les communautés et ça, c'est quelque chose qui a du mal à transpirer jusqu'ici, à Bangui, j'ai envie de dire, et ce sont des choses qui prennent beaucoup d'énergie et beaucoup de temps aux autorités locales, mais aussi à l'appui de la MINUSCA dans ce cadre-là.

Concernant le BRDC, de nouveau ici on est dans une situation invoque la question de nos bons offices et qui est qui est un travail qu'on le dit, qu'on le répète, qui se fait en toute discréction. Il y a des choses qui sont dites avec les différents acteurs politiques, de manière à pouvoir essayer justement de trouver un climat qui puisse apaiser de nouveau. Il y a beaucoup de choses qui sont dites et qui et qui demandent justement de mobiliser ces mécanismes-là.

Alors la dernière question, c'était Sido, je n'ai pas de détails à vous donner à ce stade-ci. En tout cas, je pense que c'est un petit peu comme ce que j'ai répondu à votre confrère du Gardien Médias. Je crois que c'est d'abord et avant tout voir l'élan pour la paix qui est en cours, qui est un élan, je pense, qui est assez important et qu'il faut, il faut voir les choses quand on les voit au jour le jour, on peut manquer un peu de distance. Je pense qu'il faudra

voir d'ici quelques semaines ou quelques mois comment les choses auront évolué dans l'ensemble et arriver à des bonnes conclusions.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama)**

- On ne comprend pas, Monsieur Joël, la question sécuritaire de Birao jusqu'à ce moment, vous nous parlez du dialogue communautaire, mais j'avais bien dit que la situation de Birao ne concerne pas les Centrafricains en question, mais ce sont les rebelles étrangers qui viennent commettre ces choses sur le sol centrafricain. Voilà pourquoi on avait demandé la MINUSCA, qui est parfois initiatrice de la question sécuritaire transfrontalière, qu'est-ce que la MINUSCA peut faire ? Et puis on se demande est ce que cette situation ne va-t-elle pas impacter sur la réussite des élections en République centrafricaine ? Parce que ce sont les étrangers qui viennent commettre ces dégâts. Merci.

### **Réponses aux questions**

#### **Joel Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Je dirais que voilà, notre mandat, il se limite à la République centrafricaine. Et donc on a une question, il y a quelques semaines, dans ce cadre-là. Nous, on s'occupe de ce qui se passe dans ce territoire. Vous le savez comme nous, que cette situation impacte directement également la MINUSCA, et dans cette zone-là, on a perdu des collègues casques bleus, même récemment. Donc oui, c'est une préoccupation.

Alors, l'impact de la situation sur les élections, à ce niveau-là, par exemple, si je reprends un petit peu les informations qui nous sont parvenues pour cette étape-ci du processus, effectivement, il y a il y a eu quelques ralentissements dans cette zone là, mais le processus est quand même en cours. Donc, je pense qu'il faut faire la part des choses. Je crois que les choses évoluent malgré tout et malgré la situation. Jusqu'à l'heure où on parle, il n'y a pas encore d'impact direct concernant ce processus qui est en cours.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation.